

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

4 - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître de l'ouvrage

SMC du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine

Objet du marché

Aménagement d'un Terrain « Terre blanche » et réalisation d'un parking VL au Siège du SMC à St Eanne (79)

Remise des Offres

Date limite de réception des offres: 18 Mai 2015 à 11 H00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

- 1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS
- 1.3. INTERVENANTS
- 1.4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – OBLIGATION DE DISCRETION
- 1.5. CONTRÔLE DES COUTS DE REVIENT
- 1.6. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. TRANCHES CONDITIONNELLES
- 3.2. CONTENU DES PRIX – MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN REGIE
- 3.3. VARIATION DANS LES PRIX
- 3.4. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES ET PRIMES

- 4.1. DÉLAI DE REALISATION
- 4.2. PROLONGATION DES DÉLAIS D’EXÉCUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS
- 4.3. PÉNALITÉS POUR RETARD D’EXECUTION
- 4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5.1. RETENUE DE GARANTIE
- 5.2. AVANCE FORFAITAIRE
- 5.3. AVANCE DE MATÉRIEL

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS
- 6.2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D’EMPRUNT
- 6.3. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS
- 6.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L’ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L’OUVRAGE

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1. PIQUETAGE GENERAL

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D’EXÉCUTION DES TRAVAUX
- 8.2. PLAN D’EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DÉTAIL
- 8.3. ORGANISATION - SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9.1. ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX
- 9.2. RÉCEPTION
- 9.3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES
- 9.4. MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES
- 9.5. DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION
- 9.6. DÉLAIS DE GARANTIE
- 5.7. ASSURANCES

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANT –DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les prestations, objet du présent marché concernent

**Aménagement d'un Terrain « Terre blanche » et réalisation d'un parking VL
au Siège du SMC à St Eanne (79)**

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Siège du SMC, ZI du VERDEIL, 79800 Ste EANNE

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots

1.3. INTERVENANTS

1.3.1. Mandataire du Maître de l'ouvrage.

Sans Objet.

1.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références)
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1.3.3. Conduite de l'opération.

Monsieur TRIBOT – SMC Haut val de Sèvre et Sud Gâtine

1.3.4. Maîtrise d'œuvre

L'équipe de Maîtrise d'œuvre est représentée par :

Monsieur TRIBOT – SMC Haut val de Sèvre et Sud Gâtine

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1.3.5. Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle sera assuré par : **SANS OBJET**

Contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance - construction.

1.3.6. Coordination en matière de sécurité et de Protection de la santé des Travailleurs (SPS) **SANS OBJET**

1.3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du chantier (OPC)

Monsieur TRIBOT – SMC Haut val de Sèvre et Sud Gâtine

1.3.8. Autres intervenants.- **Monsieur MORICHON – SMC Haut val de Sèvre et Sud Gâtine**

1.4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – OBLIGATION DE DISCRETION -

Sans Objet.

1.5. CONTROLE DES COÛTS DE REVIENT - Sans Objet.

1.6. DISPOSITIONS GENERALES

1.6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.8253-15 du code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ces prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'Euro**. Le prix libellé **en euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si l'entreprise entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, le demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°du
Ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

1.6.3. Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1782 à 1792 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

A – Pièces Particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Le Règlement de la consultation
- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage dont seul foi, assortis des documents ci-après :
 - Plans

B – Pièces Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3.3.2 du présent CCAP.

- Le Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 08 Septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S) – SANS OBJET -

3.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE

3.2.1. Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie parfait achèvement ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :
 - durée limite : 5 jours.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2. ci-dessus
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au 3.2.9 ci-après.

3.2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix global forfaitaire

3.2.4. Sous détails ou décomposition supplémentaire de prix
Sans Objet.

3.2.5. Travaux en régie

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser les travaux en régie sans dé-lotir le marché. Ce choix sera fait lors du choix des offres.

3.2.6. Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

- Décomptes et acomptes provisoires :

Les décomptes et acomptes seront présentés en trois exemplaires à la Maîtrise d'œuvre pour acceptation, et transmis ensuite, après établissement de l'état d'acompte et du Certificat de paiement correspondant à la Maîtrise d'ouvrage pour paiement.

- Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11-4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété, et qu'en outre il soit assuré contre le vol. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.3. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Les prix sont fermes.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

- SANS OBJET –

3.3.3. Choix de l'index de référence

- SANS OBJET –

3.3.4. Modalités de révision des prix

- SANS OBJET –

3.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

3.4. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

Par dérogation à l'article 13.51 du CCAG, pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaires au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

DELAIS DE PAIEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

En application de l'article 98 du Code des marchés Publics, le dépassement du délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitants, le bénéfice à intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai ;

En cas de dépassement du délai de paiement du marché, le taux d'intérêt moratoire à appliquer est le taux d'intérêt légal majoré de 2 points.

ARTICLE 4. DELAI(S) DE REALISATION - PÉNALITÉS ET PRIMES

4.1. DÉLAI DE REALISATION

Le délai d'exécution global est fixé dans l'acte d'engagement.
Les travaux seront déclenchés avec des ordres de service.

4.2. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables

4.3. PÉNALITÉS POUR RETARD

- Retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement avec le calendrier détaillé d'exécution de travaux.

Du simple fait de la constatation par le Maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier détaillé d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours définis au CCAG, l'entrepreneur encourt une retenue provisoire de 1/1500^{ème} du montant de son marché, avec un minimum de **125 € (cent vingt-cinq euros) H.T., par jour calendaire, qui sera retenue sur ses acomptes mensuels.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

- Nettoyage du chantier

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 125 € (cent vingt cinq euros) H.T par jour calendaire de retard.

- Absence à une réunion de chantier

Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible de l'entrepreneur à une réunion de chantier ou de coordination sécurité sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 38 € (trente huit euros) HT.

- Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents (Procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de 25 € (vingt cinq Euros) H.T. par jour calendaire de retard.

4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DES CHANTIERS ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT

5.1. RETENUES DE GARANTIES

- Cautionnement

Les paiements d'acomptes sont amputés d'une retenue de garantie.

Le montant de cette retenue est égal à 5 %. Cette retenue est soumise aux dispositions réglementaires en vigueur (loi du 16/07/1971 n° 71584 modifiée par la loi 72 1166 du 23/12/72 (journal officiel du 28/12/1972)).

1- Les paiements des acomptes sur la valeur définitive des marchés de travaux privés visés à l'article 1779.3 du Code Civil peuvent être amputés d'une retenue égale au plus à 5 % de leur montant et garantissant contractuellement l'exécution des travaux pour satisfaire, le cas échéant, aux réserves faites à la réception par le Maître d'œuvre.

Dans le cas où les sommes ayant fait l'objet de la retenue de garantie dépassent la consignation visée à l'alinéa précédent, le Maître de l'ouvrage devra compléter celle-ci jusqu'au montant des sommes ainsi retenues.

Toutefois, la retenue de garantie stipulée contractuellement n'est pas pratiquée si l'entrepreneur fournit pour un montant égal une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

2- A l'expiration du délai d'une année à compter de la date de réception, faite avec ou sans réserve, des travaux visés à l'article précédent, la caution est libérée ou les sommes consignées sont versées à l'entrepreneur même en l'absence de main levée, si le Maître de l'ouvrage n'a pas notifié à la caution consignataire par lettre recommandée, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entrepreneur. L'opposition abusive entraîne la condamnation de l'opposant à des dommages-intérêts.

3- Sont nuls et de nul effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, stipulations et arrangements qui auraient pour effet de faire échec aux dispositions des articles 1^{er} et 2^{ème} de la présente loi.

La présente loi est applicable aux conventions de sous-traitance.

5.1.2. AVANCE FORFAITAIRE

Sauf renoncement du titulaire à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire de chaque lot dont le montant initial est supérieur à 50 000.00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance (art.87-I et 87-II du CMP).

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché ou de la tranche. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Conformément à l'article 115-2 du Code des marchés publics et dans les mêmes conditions que ci-dessus, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant.

5.1.3. AVANCES SUR MATÉRIELS

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1. PROVENANCES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

6.2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT

SANS OBJET

6.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.1.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Sans Objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- Piquetage général de l'ensemble du projet

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Préparation:

Il est fixé une période de préparation dont la durée est de **un mois**.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de l'entrepreneur :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du C.C.A.G.
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-après.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Coordination des travaux :

Le Maître d'œuvre est chargé des tâches d'organisation et de direction des réunions de chantier, du contrôle de la conformité de l'exécution des travaux en matière de qualité, délai et coût de l'établissement et de la délivrance des ordres de services et procès verbaux.

Répartition des dépenses communes :

La répartition de ces dépenses est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

A - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du bordereau de prix sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec l'entreprise qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne du dit bordereau de prix.

Exécution des branchements provisoires d'eau et d'électricité.

Etablissement du panneau de chantier.

Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, réfectoires, infirmerie).

Installation du local mis à la disposition du Maître d'œuvre.

Installation du téléphone.

Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement.

Chaque entreprise supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

B - DEPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus, en A, sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant.

- Les charges temporaires de voiries et de police.

Pour le nettoyage du chantier :

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entreprise de gros œuvre.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C - DEPENSES DE CONSOMMATION

SANS OBJET

8.2. PLANS D'EXÉCUTION, NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAILS

La fourniture des plans d'exécution, notes de calculs et étude de détail est effectuée suivant les modalités du ci-après :

Visa de plans d'exécution et de synthèse par le Maître d'œuvre, Michael TRIBOT.

8.3. ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur :

a. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

b. Plan d'hygiène et de sécurité

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 1 du décret n° 77-996 du 19 août 1977 concernant les plans d'hygiène et de sécurité.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service ci-après :

Les déviations d'itinéraires ci-après sont réalisées, l'entrepreneur ayant à sa charge la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus :

ARTICLE 9 . CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

9.2. RÉCEPTION

La réception fera l'objet d'un Procès-verbal de réception.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

9.3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4. MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES - SANS OBJET

9.5. DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un exemplaire reproductible au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- **Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)**
- **Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur**
- **Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.**

9.6. DÉLAIS DE GARANTIE

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.1. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Aucune dérogation.